

# Les quatre défis de Bernard Clerfayt

Le député-bourgmestre de Schaerbeek a accepté de tirer la liste DéFI à la Région bruxelloise

**S**uite au retrait annoncé de Didier Gosuin de la scène régionale, Bernard Clerfayt conduira la liste amarante. Le bourgmestre de Schaerbeek qui testera ainsi sa popularité à l'échelle de la Région aura notamment pour mission de clarifier le projet politique de DéFI.

*« J'ai décidé d'accepter la proposition qui m'est faite de tirer la liste de DéFI aux élections régionales. Je le fais parce que je suis un acteur engagé dans la vie politique bruxelloise depuis longtemps. Face aux défis que Bruxelles rencontre et fort de l'expérience qui est la mienne, je me sens prêt », a déclaré Bernard Clerfayt (DéFI) qui dit aussi avoir l'envie d'aider son parti à faire bouger cette ville-région où il reste encore énormément de choses à faire. Après une période de réflexion, le député-bourgmestre de Schaerbeek a donc répondu favorablement aux appels des amarantes qui l'enjoignaient à prendre la tête de liste, suite au retrait annoncé de Didier Gosuin. Bernard Clerfayt bénéficie d'un large soutien en interne. Présents à la conférence de presse, certains de ses futurs colistiers ne tarissaient pas d'éloges à son sujet. « Il a la stature, la légitimité et l'expertise*

*pour guider DéFI en Région bruxelloise. C'est un très bon candidat à la ministre-présidence », a déclaré le député Marc Loewenstein. Secrétaire d'État sortante, Cécile Jodogne qui revendiquera la 2<sup>e</sup> place sur la liste estime que Bernard Clerfayt est la figure la plus emblématique et de facto le meilleur choix. À quatre mois du scrutin régional, voici les grands défis qui l'attendent.*

## 1 Un test de popularité à l'échelle de la Région bruxelloise.

Alors que son bilan à la tête de Schaerbeek est rarement remis en question, Bernard Clerfayt se serait parfois senti isolé au sein de son parti en raison d'ambitions inassouvies, le créneau du fédéral étant occupé par le président de parti Olivier Maingain et celui de la Région qui était jusqu'ici trusté par Didier Gosuin. Tirer la liste bruxelloise représente donc l'opportunité pour Bernard Clerfayt d'exister au-delà de l'échelon local. C'est à la fois un défi personnel et un test de popularité puisqu'il succède à ce poste à Didier Gosuin, champion régional des voix de préférence en 2014 avec 22.906 votes.

## 2 La clarification du message des amarantes vis-à-vis des électeurs.

Développer un projet identifiable pour l'électeur n'est généralement pas une chose aisée pour les partis centristes. La future tête de liste estime que DéFI est la seule formation qui peut se placer au-dessus des clivages qui divisent la Région avec un projet qui réunit tous les Bruxellois. Même si le programme n'est pas encore défini à ce stade, Bernard Clerfayt a précisé que l'environnement, le pouvoir d'achat, l'emploi et l'inclusion sociale feront partie des thèmes phares de la campagne. Alors que les anciens FDF n'ont pas connu l'incroyable percée annoncée par les sondages aux élections communales, ils devront trouver le moyen de convaincre les classes moyennes qui ont penché en masse pour Ecolo en octobre dernier.

## 3 Convaincre les autres partis qu'il sera un partenaire constant.

Nous l'avons écrit plus haut : Bernard Clerfayt est soutenu au niveau interne. Mais il faudra aussi convaincre les autres formations politiques que son indépendance d'esprit ne sera pas problématique au sein d'une coalition gouvernementale. En tant que député de la majorité, ce dernier a démontré durant cette législature qu'il n'a pas peur de prendre

le contre-pied. Rappelons notamment son abstention lors du vote sur le texte relatif au décumul déposé par le PS, Ecolo et DéFI. Autre exemple : il avait également critiqué haut et fort le manque de transparence du gouvernement quant à la répartition des aides accordées aux 19 communes en matière de prévention. Si Didier Gosuin a laissé passer des dossiers critiques du PS sans jamais hausser le ton, ce sera peut-être moins le cas de Bernard Clerfayt qui ne redoute pas la confrontation pour défendre ses idées.

## 4 Viser la Région sans perdre la main sur la Cité des Ânes.

Bernard Clerfayt se dit prêt à assumer la fonction de ministre-président si l'électeur le permet, tout en déclarant qu'il ne compte pas quitter les Schaerbeekoïses et qu'il ne prévoit pas non plus de cumuler. Bref, ses intentions ne sont pas très lisibles pour l'électeur. Les élections communales ont démontré qu'il est compliqué d'être ministre tout en restant populaire dans son fief. En outre, la majorité de Bernard Clerfayt est fragilisée depuis le départ de deux conseillers communaux. Emel Köse et Yusuf Yıldız. ●

PAULINE DEGLUME

## Picqué ne sera pas sur la liste PS aux régionales

Charles Picqué l'a confirmé à l'occasion des vœux de Nouvel An à la presse. Il ne sera pas candidat aux prochaines élections régionales pour le PS. Même si ce n'est pas vraiment une surprise, c'est tout de même un petit événement ! Rappelons qu'il est considéré comme le « père » de la Région, qui fête ses 30 ans en 2019. Il a présidé quatre gouvernements, entre 1989 et 2014, totalisant près de 19 années de ministre-présidence et marquant de son empreinte la Région qu'il fut le premier à présider, une fois son autonomie acquise. En 2014, il avait encore réuni 16.800 voix tout en

n'étant pas tête de liste, soit le quatrième score derrière les têtes de liste Gosuin (Défi), De Wolf (MR) et Milquet (cdH), tout en battant sur le fil son successeur Rudi Vervoort. Charles Picqué ne prend pas sa retraite pour autant. Il est bourgmestre de Saint-Gilles et nous a dit vouloir s'impliquer dans le futur « conseil communal citoyen » dans sa commune.

Passant en revue l'activité du parlement qu'il préside pour l'année écoulée, l'élu PS a estimé que l'année avait été marquée par les débats sur la transparence des rémunérations.

Avec l'adoption d'une ordonnance en la matière, la création d'une commission de déontologie et le travail avec un « panel citoyen » en matière de mobilité. Il n'a pas édulcoré les moments les plus tendus de l'année écoulée, avec la procédure en conflit d'intérêt du parlement flamand concernant la question du décumul des mandats et le débat sur la « tigarette » hommes-femmes. Il a aussi précisé que le parlement avait eu la visite de 5.000 élèves qui ont été « sensibilisés » à la politique avec l'aide des services. ●

M.B.